

Zeitschrift: Arbido

Herausgeber: Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare; Bibliothek Information Schweiz

Band: 18 (2003)

Heft: 11

Artikel: La PrepCom3 du SMSI/WSIS et les bibliothèques

Autor: Mincio, Danielle

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-769961>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 28.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Extent of Internet Access in Public and Research Libraries

% of libraries offering Internet access

Weltregionen	0–20%	81%–100%
Weltweit		
• Public Libraries	44,8%	20,9%
• «Research Libraries»	20,9%	45,3%
Afrika		
• Public Libraries	62,5%	—
• «Research Libraries»	37,5%	6,3%
Asien		
• Public Libraries	55,5%	11,1%
• «Research Libraries»	27,8%	44,4%
Europa		
• Public Libraries	30,3%	24,2%
• «Research Libraries»	15,2%	57,6%
Lateinamerika		
• Public Libraries	50,0%	21,4%
• «Research Libraries»	28,6%	35,7%
Nordamerika		
• Public Libraries	—	100,0%
• «Research Libraries»	—	100,0%
Ozeania		
• Public Libraries	40,0%	60,0%
• «Research Libraries»	25,0%	75,0%

N = 86% – Hamilton/Seideling, eigene Berechnungen.

Weltweit vorrangig: Ausbau der technischen Infrastruktur

Weitere zentrale Ergebnisse des Weltreports lauten:

What, in your opinion, makes searching for information on the Internet easier for users?

- 62% More computer with Internet access – 27% More training for Internet users
- 8% More resources in native language.

Interpretation: Hardware (und Software) zählt. Auch in Ländern mit einer hohen PC-Ausstattung scheinen höher gerüstete Computer nötig zu sein, um der Nachfrage nachzukommen und Recherchen leichter zu machen. Solange in vielen Ländern keine auf mittlere Sicht zufrieden stellende technische Infrastruktur besteht, müssen weitere Probleme zurückgestellt werden.

Is the library association in your country in favour of filtering information on library Internet terminals?

- 52% No – 42% Yes, to a certain degree – 6% Yes.

Interpretation: Hinter der Mehrheit der Bibliotheksverbände gegen Filtersoftware dürfte die Befürchtung stehen, dass der eigene Staat Vorwände sucht, um eine Zensur gegen eine freie Nutzung des Internets zu errichten. Eine starke Minderheit ist hingegen bereit, ein Filtern von Informationen vorwiegend aus Gründen des Kinder- und Jugendschutzes zu akzeptieren.

Fehlendes Geld ist die stärkste Barriere

Is it free of charge to access the Internet on library computers?

- No 42% – Yes, in all libraries 32% – Yes, in research libraries 15% – Yes, in public libraries 11%.

Has the state of other library authorities made any extra funding available for Internet access in the library system?

- Yes 56% – No 44%.

Which of the following barriers do you believe is the most significant obstacle to accessing information on the Internet in your country?

- 55% Financial Barriers – 4% The digital divide – 6% Other reasons – 5% Filtering and blocking of information – 0% User privacy.

Interpretation: In vielen Bibliotheken weltweit ist die Internet-Nutzung nicht frei und der Staat hat keine besonderen Gelder verfügbar gemacht, um Internet-Anschlüsse in Bibliotheken sicherzustellen. Geld ist der wichtigste Grund, der einer Nutzung des Internets in Bibliotheken aus der Sicht der Autoren entgegensteht. ■

Quelle: Password 09/2003

World Summit on the Information Society

La PrepCom3 du SMSI / WSIS et les bibliothèques

Danielle Mincio

Rédactrice Arbido pour la BBS

Secrétaire générale du Comité d'organisation de la Conférence préparatoire de l'IFLA au SMSI/WSIS



La PrepCom3 du SMSI vient de s'achever à Genève.

Ces quinze jours de négociations et de débats ont permis aux textes de la déclaration de principe et du plan d'action d'évo-

luer vers une simplification des documents sans pour autant aboutir à un accord définitif sur ceux-ci.

Des divergences sont apparues notamment au niveau du type de gouvernance d'Internet souhaité (une vision laissant Internet au secteur privé, une autre voulant un partage équitable et large, chapauté par une organisation internationale), sur les restrictions ou accès sans barrières à Internet, sur la formulation claire ou au contraire floue du droit à l'information comme un des Droits de l'homme, sur l'intégration des femmes et des handicapés que certains voudraient voir inscrire de manière plus claire, sur la définition et la dénomination

des «pays en transition» (pays de l'ancien bloc de l'Est), sur la création ou non d'un fonds de coopération internationale et sur sa forme.

Certaines demandes d'ajouts de certains pays n'ont pu être introduites dans le document présenté au vote vendredi 26 septembre. La plénière a donc décidé de prendre le texte présenté et de mettre en annexe les différentes demandes → <http://www.itu.int/wsisi/documents/doc> comme base de discussion à une suite de la PrepCom3 qui aura lieu du 10 au 14 novembre et si nécessaire encore du 7 au 9 décembre.

En ce qui concerne les bibliothèques, nous pouvons être satisfaits de la tournure

des choses puisque les paragraphes qui nous concernent ne font pas l'objet de polémiques.

Face à cette situation nouvelle, la conférence préparatoire de l'IFLA au SMSI des 3 et 4 novembre revêt une importance nouvelle.

Voici où nous en sommes pour les bibliothèques après la PrepCom3:

Déclaration de principe

3 [2] Accès à l'information et à la connaissance

21 La croissance de la Société de l'Information passe par la création d'un domaine public fertile, qui serait à l'origine de multiples avantages: éducation du public, création d'emplois, innovation, débouchés économiques et progrès scientifiques. Les informations relevant du domaine public devraient être facilement accessibles de manière à concourir à la Société de l'Information et devraient être protégées contre les utilisations abusives. *Il faudrait renforcer les institutions publiques telles que les bibliothèques, les archives, les musées, les collections culturelles et d'autres points d'accès communautaire de manière à promouvoir la préservation des archives documentaires et un accès libre et équitable à l'information.*

Plan d'action

B Objectifs, buts et cibles

10 Fondées sur les objectifs de développement qui ont été approuvés au plan international, notamment ceux de la Déclaration du Millénaire, qui s'appuient sur la coopération internationale, des cibles indicatives peuvent servir de référence globale pour améliorer la connectivité et l'accès en vue de l'utilisation des TIC aux fins de promotion des objectifs du Plan d'action, à atteindre d'ici à 2015. Ces cibles peuvent être prises en compte dans l'établissement des cibles nationales, compte tenu des circonstances différentes propres à chaque pays:

d) Connecter les bibliothèques publiques, les centres culturels, les musées, les bureaux de poste et les archives à des moyens TIC.

C2 Infrastructure de l'information et de la communication: fondement essentiel pour la Société de l'Information

15 L'infrastructure est essentielle dans la concrétisation de l'objectif d'inclusion numérique, si l'on veut parvenir à un accès universel, durable, ubiquiste et financièrement abordable aux TIC, compte tenu des solutions appropriées déjà en place dans des pays en développement et dans des pays dont l'économie est en transition, pour desservir les zones reculées et marginalisées au niveau régional.

c) Dans le contexte des cyberstratégies nationales, assurer et améliorer la connectivité TIC dans tous les établissements scolaires, les universités, les établissements sanitaires, les bibliothèques, les bureaux de poste, les centres communautaires, les musées et toutes les institutions accessibles au public, conformément aux cibles indicatives.

C3 Accès aux informations et aux connaissances

16 Les TIC permettent à chacun d'entre nous, en tout point du monde, d'accéder quasi instantanément aux informations et aux connaissances. Les individus, les organisations et les communautés devraient bénéficier d'un accès sans obstacle aux connaissances et aux informations.

e) Les gouvernements et les autres parties prenantes devraient créer des points d'accès communautaires publics et multifonctionnels offrant aux citoyens un accès abordable, voire gratuit, aux diverses ressources de communication, notamment à l'Internet. Ces points d'accès devraient avoir une capacité suffisante pour fournir une assistance aux utilisateurs, dans les bibliothèques, les établissements d'enseignement, les administrations publiques ou les autres lieux publics, avec un accent particulier sur les zones rurales et mal desservies, dans le respect des droits de propriété intellectuelle (DPI) et en encourageant l'utilisation de l'information et le partage des connaissances.

i) Appuyer la création et l'élargissement d'un service numérique de bibliothèque et d'archives publiques, adapté à la Société de l'Information, par exemple en actualisant les stratégies et législations nationales relatives aux bibliothèques, en sensibilisant tous les pays à la nécessité de disposer de «bibliothèques hybrides» et en encourageant la coopération internationale entre les bibliothèques.

C4 Renforcement des capacités

17 Chacun devrait avoir les compétences nécessaires pour tirer pleinement parti de la Société de l'Information. Les TIC peuvent contribuer à procurer une éducation universelle dans le monde entier, moyennant la préparation et la formation des enseignants, et à une amélioration des conditions en vue d'un apprentissage tout au long de la vie, en touchant les personnes qui sont en dehors du système d'éducation officiel et en améliorant les compétences professionnelles.

b) Promouvoir le développement des compétences pour tous dans le domaine de l'informatique, par exemple en concevant et en dispensant des cours d'initiation à

l'informatique aux fonctionnaires des administrations publiques, en tirant parti des installations existantes, telles que bibliothèques, centres communautaires polyvalents, points d'accès publics ou/et en créant des centres de formation aux TIC au niveau local, en coopération avec toutes les parties prenantes. Une attention particulière devrait être accordée aux groupes défavorisés et vulnérables.

j) Elaborer des programmes de formation spécifiques à l'utilisation des TIC afin de répondre aux besoins des professionnels de l'information, des archivistes, des bibliothécaires, des scientifiques, des enseignants, des journalistes, des postiers et autres groupes professionnels concernés. La formation des enseignants devrait porter essentiellement sur les aspects techniques des TIC, sur l'élaboration de contenus et sur les possibilités offertes et les problèmes posés par les TIC.

C8 [identité] culturelle, diversité culturelle et linguistique et contenu local

21 La diversité culturelle et linguistique, [dans le plein respect de l'identité culturelle], est essentielle au développement d'une Société de l'Information fondée sur le dialogue entre les cultures et sur la coopération régionale et internationale. Elle est un facteur important du développement durable.

b) Elaborer des politiques et des législations nationales pour permettre aux bibliothèques, archives, musées et autres institutions culturelles de jouer pleinement leur rôle de fournisseurs de contenu – savoirs traditionnels compris – dans la Société de l'Information, et plus particulièrement d'assurer en permanence un accès aux informations archivées.

c) Soutenir les efforts visant à développer et utiliser les technologies de la Société de l'Information pour la préservation du patrimoine naturel et culturel, qu'il faut continuer à rendre accessible en tant qu'élément vivant de la culture actuelle. A ce titre, il convient d'élaborer des systèmes qui permettent de donner un accès continu aux informations numériques archivées et au contenu multimédia et de préserver les archives, les collections culturelles et les bibliothèques, mémoire de l'humanité.

Pour accéder à l'ensemble des dernières versions et aux versions précédentes des textes, consultez le site du sommet <http://www.itu.int/wsis/index.html> en choisissant la rubrique document. ■

contact:

E-mail: danielle.mincio@bcu.unil.ch